

THOMAS STOCKER AVEC LE CLIMAT, OBAMA POURRAIT LAISSER UNE TRACE DANS L'HISTOIRE

ENVIRONNEMENT. Le climatologue bernois Thomas Stocker veut croire que Barack Obama s'engagera dans la politique climatique au cours de sa seconde législature.

PROPOS RECUEILLIS PAR
CATHERINE BELLINI

Air Force One vient d'atterrir. La rumeur gonfle, se confirme: il est là, il a foulé le tarmac. Barack Obama vole au secours du climat. Tout semble possible désormais. C'était à Copenhague, en décembre 2009. Tous les grands de la planète, Angela Merkel, Nicolas Sarkozy, le premier ministre chinois d'alors Wen Jiabao, son homologue indien Manmohan Singh, tous se penchaient sur le sort de notre planète à l'occasion de la Conférence annuelle sur les changements climatiques de l'Organisation des Nations Unies. Depuis plus rien. Ou presque. Le «momentum» s'est évanoui. Il n'y a guère eu que le maire de New York, Michael Bloomberg, à avoir évoqué la question climatique ces dernières semaines. Après l'élection américaine et à la veille de la conférence de l'ONU sur les changements climatiques à Doha, le climatologue Thomas Stocker analyse les raisons de la perte d'intérêt de l'opinion publique et des politiciens face à un défi climatique qui ne s'est pourtant pas dissipé. Au contraire: l'année 2011 fut une nouvelle année record en matière d'émissions de gaz à effet de serre.

Malgré l'ouragan «Sandy» et la longue campagne électorale américaine, on ne parle plus de climat. Que s'est-il passé?

La crise financière a pris le dessus dans l'opinion publique. La population a eu peur pour son avenir immédiat, son travail, son logement. Il faut relever aussi que ceux qui nient le changement climatique ont fait davantage d'efforts. Et les médias les ont largement relayés. A cela s'ajoute toute la blogosphère qui produit des informations non vérifiées qui sont ensuite multipliées. C'est un phénomène relativement nouveau.

Mais le climat ne figure plus non plus parmi les priorités des politiciens.

Il n'est pas populaire de demander aux gens et à l'économie de changer leurs habitudes. Et ce n'est pas dans l'intérêt de tous. Je regrette beaucoup qu'on perde de vue la perspective de développement économique qu'amène l'avènement d'une économie frugale en hydrocarbures. Notre industrie pourrait énormément profiter du lancement de nouveaux produits et de technologies moins gourmandes en énergie. Les pays occidentaux, et tout particulièrement la Suisse, où le travail coûte cher, ont tout intérêt à développer cette branche à haute valeur ajoutée.

PROFIL

THOMAS STOCKER

1959 Naissance à Zurich.

1993 Professeur à l'Université de Berne, dirige la division de physique climatique.

1998 Début de collaboration au sein du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), panel mondial de scientifiques livrant les bases qui permettent aux gouvernements d'arrêter leur politique climatique.

2001 et 2007 Coauteur des troisième et quatrième rapports du GIEC.

2008 Coprésident du groupe de travail le plus important du GIEC, baptisé «bases scientifiques».

On se souvient du Green Deal, sorte de New Deal vert annoncé par Obama à ses débuts. Que reste-t-il de ses premières amours écologiques?

Le président américain s'est retrouvé face à d'immenses défis. Avec la réforme de la Santé, il s'est saisi d'un problème qui était absolument crucial. Et il a réussi. Il y a eu la crise financière, celle de l'industrie automobile. Barack Obama a hérité de l'endettement de son pays et d'une situation géopolitique difficile en Irak, en Afghanistan. Il a dû s'atteler à ces problèmes en priorité. Il n'y avait plus de place pour le climat. Ce n'était pas

faisable politiquement. Je peux le comprendre.

Et maintenant?

Je ne comprendrais pas que rien ne se passe dans les quatre ans qui viennent. Mais je reçois plusieurs signaux des milieux scientifiques d'outre-Atlantique: les chances seraient bonnes pour cette 2^e législature. Barack Obama pourrait se saisir de la question climatique et laisser ainsi une trace dans l'histoire. Je suis optimiste. D'autant plus que nous avons échappé à Mitt Romney, proche du Tea Party, ce mouvement qui ne croit pas au réchauffement climatique ni aux résultats scientifiques en général, mais souvent aux actes de Dieu pour expliquer une situation complexe.

C'est beau, l'optimisme, mais Obama n'a pas été un bon président pour le climat jusqu'ici: il a secouru l'industrie automobile et permis l'exploitation du gaz et du pétrole de schiste.

Cette décision pour le gaz de schiste va dans la mauvaise direction. Il s'agissait pour lui de réduire la dépendance énergétique des USA par rapport à l'étranger. Mais le problème énergétique fondamental de ce pays réside dans son infrastructure vieillie et complètement négligée. On

l'a vu une nouvelle fois avec Sandy et les dégâts que l'ouragan a entraînés. Un pays ne peut pas laisser ainsi aux privés des services aussi essentiels que la gestion de l'eau, les transports et l'énergie. En Europe, on ne pourrait pas imaginer qu'on nous dise: vous n'aurez pas d'électricité durant dix jours, ou peut-être durant deux semaines.

Que peut-on attendre de la prochaine conférence sur le climat qui débute le 26 novembre à Doha, au Qatar?

Les pays industrialisés devraient montrer l'exemple, montrer comment on peut parvenir à ne pas dépasser un réchauffement de deux degrés. Il faudrait ne pas trop attendre si on tombe d'accord pour limiter le changement climatique. Parce que c'est comme si nous roulions contre un mur. A un moment donné, même si nous freinons très fort, nous ne pouvons plus éviter le mur.

Pour ne pas dépasser ces deux degrés de réchauffement, il faudrait ne pas émettre plus de 1000 milliards de tonnes de carbone jusqu'à la fin de ce siècle, à compter depuis 1750. Or, nous en avons déjà émis plus de la moitié. Et, chaque année, nous y ajoutons environ 10 milliards de tonnes. Cela continue d'augmenter. 2011 était à nouveau une année record: nous avons constaté la plus forte émission jamais enregistrée dans l'histoire de l'homme. La crise économique n'a pas freiné ce développement.

Vous travaillez au sein du prestigieux Groupement d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Où en êtes-vous? Allez-vous annoncer des résultats alarmants?

Il ne s'agit pas d'alarmer, mais d'informer. Nous communiquons les résultats que les scientifiques ont mesurés, nous



PROFESSEUR Thomas Stocker dirige la division de physique climatique de l'Université de Berne, qui analyse les concentrations de gaz à effet de serre dans l'air contenu à l'intérieur des glaces de l'Antarctique et modélise le climat du futur.

informons sur la base de faits étayés par les lois bien connues de la physique et de la chimie. En 2009, nous avons sorti un rapport sur les événements extrêmes et annoncé notamment que, si nous dépassons un réchauffement mondial de 2 degrés, les canicules seront dix fois plus fréquentes dans les 80 ans à venir. En clair, cela signifie qu'aujourd'hui, nous vivons tous les 20 ans une canicule. A la fin du XXI^e siècle, ce serait tous les deux ans. L'automne prochain, notre cinquième rapport devrait pouvoir être remis aux décideurs politiques de la planète.

Que nous dira-t-il?

Nous pourrions donner de nombreuses informations quantifiées, par exemple sur l'élévation du niveau de la mer et sur le rôle des nuages sur le climat. Jusqu'ici, on pensait qu'il serait possible que les nuages «réparent» le climat, qu'ils rafraîchissent et donnent de l'ombre. Or ce n'est pas le cas. Nous pourrions aussi livrer des données sur l'énergie contenue dans les océans, océans sans lesquels le réchauffement serait bien pire.

Votre rapport va-t-il recommander aux Etats de tirer le frein à main?

Non, notre mandat ne consiste pas à formuler des directives. Nous allons montrer plus précisément quelles seront les conséquences du réchauffement climatique, décrire l'accélération du cycle de l'eau par exemple: les régions sèches vont devenir plus sèches et les régions qui connaissent beaucoup de précipitations en subiront davantage. L'autre ressource qu'est la Terre, le territoire, sera réduite par l'augmentation du niveau de la mer. C'est à la société de décider ce qu'elle veut. Mais oui, nous allons rappeler que nous allons droit dans le mur si nous ne freinons pas. ◻